



Communiqué du 14 juillet 2014



Les chrétiens demandent plus de transparence en matière de transactions financières et de politiques fiscales

Beaucoup d'argent, peu de transparence

La Suisse est régulièrement critiquée pour son manque de transparence en matière de financement des partis politiques. Dernière remontrance en date, celle d'une instance de lutte contre la corruption du Conseil de l'Europe qui juge insuffisantes les mesures suisses en la matière. La campagne StopPauvreté.2015 est déçue de la retenue que montrent le parlement et le gouvernement suisses sur ce plan. Elle demande à ce qu'une plus grande transparence soit exigée pour les dons que les partis reçoivent de la part d'entreprises privées.

Genève/Zürich, 14 juillet 2014 (th/mm) – Les remontrances du Conseil de l'Europe, quelques semaines à peine après la décision du Conseil des Etats rejetant l'initiative du parlementaire Thomas Minder, qui visait à contraindre les entreprises cotées en bourse à publier les dons qu'elles font aux acteurs politiques mettent en lumière un manque de volonté politique flagrant en Suisse : au lieu de montrer l'exemple et de se conformer aux standards internationaux en la matière, le politique protège des intérêts économique et perpétue un système qu'il est grand temps de revoir fondamentalement. En effet les entreprises pourront continuer « d'acheter » leur influence sur la politique suisse sans que ces relations ne soient découvertes. Peter Seeberger, coordinateur de la campagne StopPauvreté.2015, regrette d'autant plus que cette décision soit prise dans un pays doté d'une bonne structure politique, démocratique et participative. « Il y a un vrai risque en terme de réputation pour la Suisse, car notre pays est régulièrement tancé au niveau international en raison de son manque de transparence sur le plan financier ».

Protestations internationales contre la corruption: lettre au G20

La campagne StopPauvreté 2015 renvoie par ailleurs à [une lettre ouverte](#) dont le but est d'influencer l'agenda du sommet du G20 qui se déroulera en Australie en cette fin d'année. Dans cette lettre, les responsables chrétiens de toutes confessions provenant de plus de 170 pays¹ s'adressent aux dirigeants des Etats les plus puissants du monde en leur demandant de s'engager davantage contre la corruption et l'évasion fiscale. En effet, la corruption prive chaque année les pays du Sud de plus de 850 milliards de dollars en raison de flux financiers illicites et 160 milliards de dollars en raison de l'évasion fiscale. Cette lettre ouverte a notamment été transmise le 26 juin à des représentants du parlement australien, dans le cadre d'une manifestation intitulée „Voices for Justice ». L'Australie, qui préside cette année le G20, jouera un rôle clef dans la détermination de l'agenda qui sera discuté à Brisbane mi-novembre.

La corruption affecte surtout les plus pauvres

Pour le théologien Joel Edwards, qui a présenté cette lettre ouverte en Australie, « c'est la toute première fois que des chrétiens du monde entier se lèvent ensemble contre l'avidité, les pratiques douteuses et l'abus de pouvoir. Nous savons que la corruption est partout – que ce soit autour des terrains de football ou dans les conseils d'administration. Nous demandons plus d'intégrité dans la vie publique ; cela fait sens tant sur un plan économique que moral. Si nous ne saisissons pas cette opportunité, nous laissons tomber les pauvres. »

¹ Liste des signataires : <http://exposedcampaign.com/pastoral-letter>

[StopPauvreté.2015](#) a lancé la campagne [EXPOSED](#) aux niveaux national et international afin de s'engager pour plus de transparence dans les domaines de l'évasion et de la fraude fiscales, les transactions financières opaques et la corruption.

Pour plus d'informations :

Peter Seeberger, Coordinateur national de la campagne StopPauvreté, 076 584 30 58, peter.seeberger@stoparmut.ch

StopPauvreté.2015 est une campagne lancée par le Réseau évangélique suisse avec son groupe de travail [Interaction](#), pour mobiliser les chrétiens et les responsables politiques autour de la lutte contre la pauvreté et pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU.

Le **Réseau évangélique suisse (SEA-RES)** est un mouvement qui regroupe environ 590 Eglises évangéliques et paroisses réformées en Suisse, 170 organisations chrétiennes ainsi que des membres individuels au sein de 81 sections locales. En Suisse alémanique, il apparaît sous le nom de Schweizerische Evangelische Allianz (SEA). Avec ses deux branches régionales, il représente quelque 250'000 chrétiens de conviction évangélique, dont un peu plus de 40'000 pour la Suisse romande. Au plan international, il est affilié à l'Alliance évangélique mondiale, qui représente quelque 600 millions de chrétiens avec ses 129 alliances nationales.

Coprésident national:	Norbert Valley, Delley (FR), 079 250 24 79, n.valley@evangelique.ch
Coprésident national:	Wilf Gasser, Berne, 079 645 29 44, wi.gasser@bluewin.ch
Secrétaire général national:	Marc Jost, Thoune, 076 206 57 57, mjost@each.ch
Secrétaire général romand:	Christian Kuhn, Bellerive (VD), 079 343 59 86, c.kuhn@evangelique.ch
Secrétaire général suisse all. :	Matthias Spiess, Zürich, 043 344 72 00, mspiess@each.ch
Responsable média :	Michael Mutzner, Genève, 076 587 00 12, m.mutzner@evangelique.ch
Site Internet :	www.evangelique.ch